



Le 3 février à 15 h 30 : urgence à l'hôpital de Juvisy

Ils veulent voter la fermeture des services de maternité et de chirurgie

Monsieur Métais, Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation, ordonne au Conseil d'Administration de l'hôpital de Juvisy de voter et organiser la fermeture des services de maternité et de chirurgie et le licenciement de 170 personnels de santé.

C'est inadmissible ! C'est inhumain !

Alors que les 11 hôpitaux publics de l'Essonne sont saturés, le maintien et le développement de l'hôpital public de Juvisy est une nécessité sanitaire pour l'égalité aux soins des populations.

En effet :

- 900 femmes de notre territoire y accouchent !
- 2 000 actes chirurgicaux y sont effectués annuellement !
- 20 000 urgences y sont traitées !
- les 170 personnels de santé sont indispensables pour assurer la sécurité médicale des patients !

Monsieur Condé, Directeur de l'hôpital, s'était engagé le 9 janvier dernier devant les représentants du comité à convoquer une table ronde pour discuter de toutes les activités de soins et étudier les propositions aptes à répondre aux besoins des 200 000 habitants concernés.

A ce jour, nous n'avons aucune réponse des instances gouvernementales et locales.

C'est un véritable déni de démocratie, de justice sociale et sanitaire.

Alors que l'hôpital public doit rester le pilier du maillage sanitaire de notre territoire, nous devons agir pour empêcher le vote du CA condamnant les services de maternité et de chirurgie pour les livrer au secteur privé à but lucratif.

Le Comité de défense de l'hôpital de Juvisy appelle les usagers, les professionnels, les organisations syndicales, politiques et associatives à se mobiliser, se faire entendre et faire respecter l'égalité d'accès aux soins et le droit à la santé pour toutes et tous.

Ensemble, le 3 février, à 15 h 30, devant l'hôpital de Juvisy, nous agissons pour maintenir et développer tous les services de soins correspondant aux besoins des populations.

Ensemble, le 3 février, à 20 h 30, salle Bexley à Evry, nous dirons NON à la loi Bachelot.

La catastrophe sanitaire programmée pour les populations des territoires de l'hôpital de Juvisy anticipe l'application de la loi Bachelot.

Ce n'est pas une situation isolée. Alors que les besoins augmentent, c'est tout le département qui est sinistré.

Suppressions de lits, fusions d'hôpitaux, regroupements d'établissements organisent la pénurie sanitaire de l'Essonne.

A l'initiative de la CGT, rassemblons-nous pour participer au **débat public mardi 3 février à 20 h 30, salle Bexley à Evry (rue Champtier du coq) pour dire NON à la loi Bachelot** et travailler ensemble sur des propositions alternatives qui mettent la santé de l'utilisateur au cœur des débats.